

LE DÉCEMBRE

Rôles
inversés

Qui a accepté le premier et qui a refusé le dernier? Qui a accusé l'autre de se réfugier derrière qui? L'interminable «débat sur le débat» débouche sur une seule certitude: il n'y aura pas de débat télévisé. Il y en aura un à la radio, mais l'engouement est moitié moindre quand c'est d'images et de marketing que sont faites les campagnes électorales contemporaines.

L'autre certitude qui se dégage de cette semaine de campagne, plus chargée que les deux premières, c'est que Hyundai assemblera des automobiles au Québec, à Bromont plus précisément. L'aide gouvernementale au constructeur est appréciable, les motifs de réjouissance sont nombreux dans les Cantons de l'Est, mais le coup est dur pour l'Est de Montréal: le redressement du secteur industriel lourd devra y emprunter une piste autre que sud-coréenne.

La dernière certitude de la semaine confirme... l'incertitude qui plane sur l'éventuel vainqueur: les électeurs n'en finissent plus de chercher qui est qui, tellement les rôles traditionnels sont maintenant inversés.

Contrairement à ce qui se passait il y a cinq, dix ou quinze ans, c'est le PQ qui tient le rôle du «réaliste», celui qui dénonce les «illusions à rabais» du PLQ. Les exemples ont été nombreux: les libéraux s'engagent, coup sur coup, à ouvrir le Régime des rentes à 800 000 Québécois au foyer; à «régler» le problème des salles d'urgence; à élargir la clientèle écolière en abaissant l'âge d'accueil. Le tout en baissant les impôts et en abolissant des taxes, notamment sur les primes d'assurance.

La riposte péquiste: «On n'est pas des marchands de rêves»; l'État n'a pas les moyens de ceci et de cela, choses par ailleurs souhaitables; l'Agir pour demain de Pauline Marois a déjà identifié les motifs qui rendent «irréalisable» l'accès universel à la RRQ des femmes au foyer.

Rôles inversés: M. Bourassa va dire aux nationalistes du Lac-Saint-Jean que le PQ a affaibli le Québec français et que le PLQ redressera ces torts. Au même moment, M. Johnson reçoit un accueil respectueux à l'université McGill.

Le folklore change aussi de camp: ce ne sont plus Gilles Rocheleau, Pierre Paradis ou John Ciaccia qui organisent une soirée de raillerie de l'adversaire; ce sont plutôt les candidats péquistes de la capitale qui se moquent de leurs concurrents. Et c'est le premier ministre, médecin et avocat Johnson qui mène la charge, reprochant à M. Bourassa d'avoir beaucoup voyagé et beaucoup écrit ces neuf dernières années.

Pour comprendre l'inversion, il faut avoir la mémoire aussi longue que les syndicats de salariés de l'État disent l'avoir. Massivement, soutiennent-ils, les fonctionnaires, enseignants et travailleurs d'hôpitaux vont «renier» le parti qui s'est longtemps prétendu leur allié, jusqu'à la «grande trahison» des dernières négociations du secteur public.

Ces années économiquement noires de 1981-82 nous ont aussi valu, cette semaine, d'autres inversions des idées reçues. Des gens d'affaires interrogés par LA PRESSE levent leur chapeau devant le redressement économique géré par le gouvernement sortant. Puis une enquête du journal Les Affaires indique que le PQ a réussi une percée dans ce milieu présumé acquis aux libéraux.

Mais le clou de l'inversion appartient au Conseil du patronat, qui juge «vague sur toute sa longueur» la réponse du PLQ à sa question sur le contrôle des dépenses publiques, alors qu'il juge «assez claire» la réponse du PQ à la même question primordiale.

GILBERT BRUNET

SAUF POUR LES INAPTES AU TRAVAIL

Les libéraux seront plus parcimonieux dans la distribution de l'aide sociale

Si le Parti libéral est élu, les prestations d'aide sociale seront réservées aux personnes qui sont incapables au travail ou qui participent à des activités d'insertion.

PIERRE VENNAT

tion ou de réinsertion sur le marché du travail. Il ne sera plus question de prestations automatiques à quiconque est dans le besoin.

C'est ce qu'a annoncé hier M. Christos Sirros, député de Laurier et critique de son parti en cette matière. Il était accompagné des députés Thérèse Lavoie-Roux et Jean-François Viau, et du candidat André Vallerand.

Dorénavant, toute personne apte au travail qui désirera toucher des prestations devra s'inscrire comme participant à un programme qui sera connu sous le nom d'Action positive pour le

travail et l'emploi. Un contrat individuel sera signé avec chaque participant établissant ses obligations ainsi qu'un échéancier de réévaluation de sa situation.

L'aide consentie selon les termes du contrat pourra être suspendue si le participant ne respecte pas ses obligations.

Ce programme servira de guichet gouvernemental unique pour l'accès au travail des gens à la recherche d'emploi.

«Ce guichet unique pourra réduire de beaucoup la confusion qui existe quant aux différentes mesures et permettre de rejoindre les personnes ayant besoin du programme», explique M. Sirros.

Seules les personnes incapables au travail continueront à bénéficier du programme actuel.

Selon les libéraux, le régime actuel d'aide sociale est désuet et inéquitable. Il s'agit de plus d'un programme «ramasse-tout», alors qu'il doit plutôt être un programme de dernier recours.

Le manifeste des libéraux établit clairement que si toute société a une responsabilité d'aider ceux parmi ses membres qui sont aux prises avec des problèmes de revenu et de subsistance, «en corollaire à cette responsabilité, une personne qui fait appel à la société doit aussi être responsa-

ble. Il est malsain d'encourager une mentalité de dépendance parmi la population. D'ailleurs, le faire avec la jeunesse, devient presque criminel».

Les libéraux affirment que dorénavant, le montant d'aide que recevra tout participant sera établi indépendamment de son âge. «Le seul critère qui doit être utilisé pour planifier nos interventions est celui de l'aptitude au travail».

Au Parti québécois, on ridiculise hier le programme libéral. La ministre Pauline Marois, responsable de ce dossier au sein du gouvernement Johnson, a fait savoir qu'il s'agit d'un recul important de la part de ses adversaires libéraux qui, après avoir promis la parité d'aide sociale pour les moins de 30 ans, finissent par préconiser une politique semblable à celle des péquistes.

Québec 85



Mme Marie-Louise Parent-Johnson a félicité M. Tancrede Fredette, qui vient de passer le cap de son premier centenaire.

photo Armand Troffier LA PRESSE

LES ÉPOUSES DES CHEFS

Discrètes, mais pas indifférentes

On voit sans cesse leurs maris à la télévision, dans les journaux, sur les panneaux publicitaires. «Une campagne de type présidentielle», ont décrété certains observateurs. Pourtant, à l'encontre de ce qui existe aux États-Unis, Mmes Parent-Johnson et Bourassa ont fait preuve d'une grande discrétion depuis le début de la campagne électorale.

MARIO FONTAINE

Les épouses des chefs mettent bien sûr la main à la pâte, mais sans fracas, presque à la dérobée. Il est ainsi virtuellement impossible de rencontrer Andrée Bourassa en entrevue. Celle-ci fait campagne dans Bertrand, où certains sondages donnent le chef du Parti libéral perdant contre son adversaire péquiste.

Elle visite régulièrement le local de comté, fait du porte à por-

te. Mais de rencontres avec les médias, point ou presque. Ses mentors conseillent de la saisir au bon moment, entre deux cours à l'université et deux tournées dans la circonscription. Il en va pratiquement de même avec Mme Marie-Louise Parent-Johnson.

Celle-ci assistait toutefois hier à une petite fête donnée au Manoir de l'âge d'or, situé en plein cœur du centre-ville à Montréal. Elle y est entrée presque du bout des pieds, sans bruit. Elle n'a pas demandé de faire de discours, on ne lui a pas proposé. Des amis à elle avaient réclamé sa présence pour célébrer deux centenaires, Mme Laure Reynaud et M. Tancrede Fredette, en présence de trois douzaines de bénéficiaires.

Quelques poignées de main, des sourires, aucune précipitation, rien de forcé. Une robe noire très

sobre, un chemisier blanc. «J'ai mes activités professionnelles, mes responsabilités», dira cette secrétaire générale de la Bourse de Montréal pour expliquer sa participation effacée à la campagne. Il lui faut en outre s'occuper de leurs deux enfants, Marc-Olivier et Marie-Claude.

Il lui reste donc quelques soirées et quelques week-ends. Elle consacre justement celui-ci à une tournée à Alma et à Chibougamau. Car discrétion n'est pas indifférence. Si les sondages l'inquiètent? «Quels sondages? Ceux commandés par les hommes d'affaires pour le Parti libéral?». Ses commentaires politiques, elle les formule avec le sourire, d'une voix pour ainsi dire non partisane. Ce qui n'empêche pas la conviction chez cette avocate de 41 ans: «Mais bien sûr que nous allons gagner les élections, c'est évident!»

LES PROMESSES LIBÉRALES EN MATIÈRE DE SANTÉ

Chevrette trouve «farfelue» l'analyse que fait Bourassa

Le ministre Guy Chevrette juge farfelue l'analyse des dépenses publiques en matière de santé et de services sociaux avancée jeudi par le chef du Parti libéral du Québec Robert Bourassa.

HUGUETTE ROBERGE

Le ministre de la Santé et des Services sociaux réagit au dévoilement du programme libéral en santé en se disant à la fois «heureux, surpris et déçu».

Il s'étonne de constater que M. Bourassa ne s'est même pas rendu compte qu'un certain nombre de ses engagements sont déjà en application, que d'autres sont des engagements du Parti québécois et que, pour le reste, il ne s'agit que d'énoncés de politique et de promesses floues. Il y a tout un monde entre ses propositions et ses virulentes dénonciations.

À propos du financement des hôpitaux, M. Chevrette rappelle qu'il a annoncé, en juin dernier, la mise sur pied d'une équipe de fonctionnaires du MSSS chargée de visiter chaque hôpital accu-

sant un déficit en 1984-85 et d'étudier son cas au mérite. Jusqu'à présent, une quarantaine d'hôpitaux ont été visités.

Cette étude cas par cas permet d'attribuer une bonne part des déficits à des dépenses autorisées, dues par exemple à une augmentation de clientèle. Cela réduit d'environ \$80 millions le déficit global appréhendé. Selon M. Chevrette, dans la pire des hypothèses, les hôpitaux n'enregistreront donc pour 1985-86 qu'un déficit de l'ordre de \$40 millions, ce qui éloigne le spectre d'un déficit énorme de \$125 millions agité récemment.

M. Chevrette ajoute qu'en annonçant la création d'un «comité» chargé d'analyser tout le problème du financement du réseau de santé au Québec, M. Bourassa nie carrément la valeur des travaux de la Commission Rochon dont c'était le principal mandat.

Quant au problème des urgences, le ministre se dit heureux de voir le Parti libéral endosser certains engagements pris par Pierre Marc Johnson la semaine dernière. Ainsi les libéraux manifestent leur appui à la proposition du premier ministre de

voir des médecins coordonnateurs agir dans les urgences d'hôpitaux. De même, l'implantation d'une quinzaine de nouvelles unités gériatriques a déjà été annoncée par M. Johnson.

M. Chevrette se pose des questions sur l'engagement des libéraux à augmenter les lits de soins aigus. «S'agit-il de construire ou d'agrandir des établissements?», lance-t-il, en rappelant que sa solution à lui passe par l'amélioration des soins à domicile, une meilleure distribution des services sur le territoire de Montréal, la reconnaissance du secteur privé autofinancé, l'augmentation de places en familles d'accueil et en pavillons pour les personnes âgées.

Enfin le ministre Chevrette est d'avis que M. Bourassa promet, par souci électoraliste, des sommes importantes qui n'existent pas. «Les promesses libérales en matière de santé et de services sociaux se chiffrent globalement à \$150 millions, mais aucune ventilation de ces promesses n'a été faite et on ignore où un gouvernement libéral irait chercher ces millions.»

La poursuite contre le candidat libéral Maltais est maintenue

OTTAWA — Le candidat libéral dans Duplessis, M. André Maltais, fera l'objet d'une nouvelle plainte en vertu de la loi électorale. Le Commissaire aux élections fédérales a en effet donné le mandat à ses avocats de déposer une nouvelle dénonciation dans les jours qui viennent.

MANON CORNELLIER
de notre bureau d'Ottawa

On avait annoncé jeudi l'abandon d'une autre plainte qu'on avait portée contre M. Maltais à la fin octobre. Le retrait de cette dénonciation ne remet pas en cause son bien-fondé mais sa formulation, a annoncé hier le Commissaire aux élections fédérales, M. Joseph Gorman.

Le candidat libéral s'était empressé jeudi soir d'annoncer en conférence de presse le retrait de la plainte. Hier, c'était au tour du Parti libéral d'émettre un communiqué où était reproduite la lettre des avocats de M. Maltais annonçant l'abandon de la poursuite.

Cependant, nulle part on ne faisait mention d'une seconde plainte. Pourtant, les avocats de M. Maltais étaient présents jeudi à la Cour des sessions de la paix alors que les procureurs du Commissaire faisaient part de cette décision.

Me André Gauthier, avocat de M. André Maltais, a expliqué que les avocats du Commissaire avaient seulement laissé sous-entendre que d'autres plaintes pourraient être déposées. «Mais je le croirai quand ce sera fait», a-t-il dit.

Il s'est d'ailleurs dit renversé de l'annonce de M. Gorman. Selon lui, cela va à l'encontre des droits fondamentaux de son client. «Imaginez s'il ne présente

sa plainte que dans une semaine, trois semaines ou un mois, que fait mon client? Il ne sait pas à quoi s'en tenir et cela porte atteinte à sa réputation.»

Pour Me Gauthier, la confidentialité des enquêtes n'est pas, pour une seconde fois respectée. «La plainte doit devenir publique uniquement quand elle est déposée.»

«Les procureurs du Commissaire ont retiré volontairement la première et la deuxième ne résoudra toujours pas le problème de respect des droits de mon client», a poursuivi Me Gauthier, visiblement choqué. «Cela commence à ressembler à du harcèlement», a-t-il ajouté catégorique.

«La plainte a été retirée car les procureurs de M. Maltais prétendaient qu'elle ne contenait pas les détails suffisants pour assurer à leur client une défense pleine et entière», a soutenu de son côté Me Serge Kronstrom, procureur du Commissaire aux élections fédérales.

«Nous avons préféré retirer la plainte pour en porter une nouvelle dans les prochains jours. Elle comportera suffisamment de détails pour que les procureurs de la défense puissent discuter sur le fond et non sur la forme», a ajouté Me Kronstrom.

Ces plaintes reprochent à M. Maltais d'avoir omis de déclarer une dépense électorale de \$5 000 alors qu'il brigait les suffrages contre M. Mulroney dans le comté de Manicouagan au cours de la dernière campagne électorale fédérale.

La semaine dernière, M. Maltais s'était retiré de la campagne provinciale à la suite de la première poursuite. Devant les pressions de près de 5 000 libéraux de son comté, il est revenu sur sa décision il y a quelques jours.

Johnson invite Bourassa à acheter du temps pour un affrontement télévisé

Le chef péquiste Pierre Marc Johnson a lancé tout un défi à son adversaire libéral Robert Bourassa en l'invitant hier à acheter à frais partagés une heure et demie de temps d'antenne au réseau TVA afin de donner aux Québécois le débat des chefs tant attendu, vendredi soir entre 21h et 22h le 22 novembre.

CLAUDE-V. MARSOLAIS

L'invitation a été adressée sous forme de télégramme à l'organisateur en chef du Parti libéral, Fernand Lalonde, par le mandataire du chef péquiste, André Sormany. Hier soir, M. Lalonde n'était pas en mesure de réagir prétextant ne pas avoir reçu le télégramme.

Selon cette offre, les deux partis assumeront à part égale la note de \$40 000 (le PQ a déjà remis un chèque de \$20 000 en guise de dépôt) pour les 90 minutes que le réseau TVA est prêt à aménager aux deux principaux adversaires de la présente campagne électorale.

En lançant ce défi, M. Johnson a laissé à son adversaire jusqu'à dimanche midi pour accepter l'invitation.

«M. Bourassa, si pressé il y a quelques jours encore, reste silencieux. Maintenant qu'il ne peut plus invoquer la durée des débats pour alimenter ses charges démagogiques, il jette son dévolu sur les tiers partis en les assimilant à la candidature de Coluche en France. Cette attitude doit être jugée sévèrement puisqu'encore une fois elle révèle un mépris profond de la loi électorale et de ses fondements démocratiques», affirme le chef péquiste.

Par ailleurs, les quatre chefs de partis habilités à participer à un débat ont mis au point la formule du débat radiophonique qui aura lieu à Télémedia le 22 novembre de 11h45 à 14h05 à l'invitation de Pierre Pascau. Il s'agit d'une formule souple qui prévoit un face à face Bourassa/Johnson de 60 minutes et d'un débat à quatre (incluant Monière et Léveillé) pendant 64 autres minutes, des discours d'ouverture et de fermeture de 10 et 8 minutes.

Québec 85

« Harry Blank ne tire pas fort »

MAIS ON NE MÉNAGE RIEN POUR LE NEUTRALISER...

■ Dans Saint-Louis, libéraux et péquistes s'entendent sur une chose: Harry Blank ne tire pas fort.

GÉRALD LEBLANC

Selon le journal de quartier *Downtown*, le pointage du PQ dans le nord-est du comté donne 44 p. cent au PQ, 33 p. cent au PLQ et 9 p. cent à Harry Blank.

Chez les libéraux, un sondage téléphonique dans les sections de vote 1 à 11 et 55 à 63 (aussi dans le nord-est) donne 39 p. cent au PQ, 36 p. cent au PLQ et 15 p. cent à Harry Blank.

À 7 h 15 jeudi matin, Harry Blank bravait le froid à l'arrêt de l'autobus 80 à l'angle des rues Prince-Arthur et Parc. Mains nues et tête découverte, alternant du français à l'anglais, selon l'allure de l'électeur, son message était simple: « Je suis Harry Blank, le gars qui a suscité des problèmes. J'ai été votre député pendant 25 ans. M. Bourassa pense que je suis trop vieux (une petite pause ici pour montrer ses cheveux blancs). Êtes-vous d'accord? Votez pour moi, je suis libéral sans Bourassa. »

On ne sait jamais ce que veut dire un sourire, une poignée de main polie ou un bon mot à 7 h 30 du matin quand on se hâte de prendre son autobus. Mais toujours est-il qu'à deux exceptions près l'accueil semblait favorable chez les quelque 300 électeurs rencontrés de 7 h 15 à 8 h 45. Certains sont même venus d'eux-mêmes saluer M. Blank. Parmi eux, l'ancien ministre unioniste et ancien juge Omer Côté.

L'arsenal de M. Blank est plutôt simple. Un petit livret de la grandeur d'un paquet de cigarettes. En page couverture, il a changé le L du parti libéral pour une feuille d'érable rouge. À l'intérieur des photos avec John Turner et Robert Bourassa ainsi que

de courts messages en dix langues différentes.

Un « streetwise »

Harry Blank connaît ce comté où il est né, sur la rue Drolet, de parents juifs émigrés d'Ukraine et où il a toujours vécu. On dit qu'il n'a pas d'organisation, qu'il n'a jamais fait de campagne électorale. « Au contraire, répond-il, la seule manière de faire campagne dans Saint-Louis, c'est aux arrêts d'autobus et dans les lobbies des tours d'appartement. »

À Manhattan, au centre-ville de New York, on dirait qu'il est « streetwise », cette sorte de sagesse instinctive qui permet de survivre et de prospérer dans le « downtown » des grandes villes. Une roulerie de ruelle qui, à moins de préférer l'expression rusé comme un singe.

Le Vieux-Montréal, le Quartier Chinois, la cathédrale, les universités McGill et Concordia, Place Desjardins, la Tour de la Bourse, LA PRESSE, The Gazette et Le Devoir, La Place des Arts, le Vieux-Port, les prostituées déjà à l'oeuvre hier matin sur la Catherine et les clochards, les assistés sociaux des habitations Jeanne-Mance, les « yuppies » et les dirigeants d'entreprises du Quartier, du Château, de l'Acadia et autres tours huppées à l'ouest de la rue Sherbrooke... Saint-Louis c'est le coeur de Montréal.

Mais c'est aussi la zone tampon entre l'ouest et l'est, le passage des anglophones aux francophones par la voie des « ethniques ». Vous auriez dû suivre le jeune avocat portugais Arlindo Vieira, lundi soir, rue Clark au nord de Duluth.

Nouveau dans cette technique du porte-à-porte, le candidat péquiste en avait pour son argent. Un couple gai francophone, une vieille dame et sa fille, un chinois et une anglaise, un bloc de trois familles grecques du même clan

et bien sûr des Portugais, la plus importante communauté de Saint-Louis après les francophones et les anglophones.

Une percée chez les communautés culturelles (environ 25 p. cent des électeurs) et la part du lion du vote francophone (près de 40 p. cent de l'électorat) pourrait permettre au péquiste de se glisser entre l'ancien et le nouveau libéral.

Le libéral Chagnon

Président de la Fédération des commissions scolaires, Jacques Chagnon, devait être un candidat vedette du PLQ. Avec l'affaire Blank, il doit rester dans Saint-Louis. Déjà bien installé rue Sherbrooke, à l'angle de Jeanne-Mance, M. Chagnon ouvrira bientôt un autre comité dans l'ouest.

Il ne manque pas de main-d'oeuvre. Hier midi, une bonne vingtaine de bénévoles étaient déjà à l'oeuvre. C'est nul autre que l'ancien ministre Guy Saint-Pierre, un résident du comté, qui préside sa campagne électorale. Pierre Pettigrew, l'ancien chef de cabinet de Claude Ryan, vient donner un coup de main. Et c'est Bill Mandel, un proche de Fernand Lalonde, qui dirige les opérations sur le terrain. Ancien militant du PLQ, M. Chagnon peut compter sur l'appui illimité des dirigeants nationaux, qui veulent à tout prix réparer le tort causé par l'affaire Blank.

En plus de l'appui massif des anglophones (environ 35 p. cent de l'électorat) de la partie ouest du comté, M. Chagnon compte bien garder sa part de l'électorat francophone et encore la majorité des Néo-québécois.

M. Mandel a d'ailleurs fait préparer des milliers de photocopies de l'article 1 du programme du Parti québécois et il entend bien rappeler aux électeurs de Saint-Louis que le PQ est toujours séparatiste.



À 7 h 15 jeudi matin, Harry Blank bravait le froid à l'arrêt de l'autobus 80 à l'angle des rues Prince-Arthur et Parc, pour y rencontrer les électeurs. photo Jean Goupil, LA PRESSE

Les libéraux auraient trouvé un adversaire indépendant à Blank

■ Ceux qui trouvent la campagne plate devraient aller faire un tour dans Saint-Louis. Il faut non seulement être « streetwise » mais détective sur les bords pour décoder les messages contradictoires des tam-tam électoraux du « downtown ».

GÉRALD LEBLANC

Les libéraux n'en finissent plus de nous dire qu'Harry Blank n'est pas menaçant, que l'affaire est close.

Et pourtant Mike Possian, le directeur de Sun Youth, nous révélait hier que le PLQ ne ménage rien pour neutraliser Blank.

M. Possian était présent mercredi lorsque le candidat libéral et son organisateur, Jacques

Chagnon et Bill Mandel, ont visité l'organisme communautaire au 4251 Saint-Urbain. Sid Stevens, ancien conseiller municipal et consultant auprès de Sun Youth, était aussi de la visite.

Selon M. Possian, M. Mandel a alors suggéré à M. Stevens de se présenter comme indépendant dans Saint-Louis. Devant le peu d'intérêt manifesté par M. Stevens, M. Mandel lui a demandé de convaincre M. Blank de se retirer de la course.

Harry Blank confirme avoir reçu un appel de M. Stevens à qui il a redit sa décision inébranlable de rester jusqu'au bout.

En route pour Phoenix où il participe à un congrès sur la prévention du crime chez les jeunes, M. Stevens n'a pu être rejoint

hier.

Loin de joindre les nouveaux libéraux de M. Chagnon, Mike Possian, quant à lui, travaille comme bénévole au comité électoral d'Harry Blank. « Il a toujours aidé Sun Youth, particulièrement avec les jeunes immigrants, et c'est mon tour de l'aider », explique le directeur de l'organisme voué au soin des jeunes en difficulté.

Les libéraux auraient cependant trouvé un autre volontaire puisqu'hier M. Mandel indiquait au président des élections du comté qu'il y aurait probablement un autre candidat indépendant en lice.

Harry Blank causerait donc plus d'ennui que les libéraux veulent bien l'admettre.

Et la firme Sorécom mène présentement un sondage spécial dans le comté de Saint-Louis. Ce doit donc être chaud.

Et hier des organisateurs libéraux mettaient LA PRESSE en contact avec une dame portugaise, Maria, qui devait nous fournir la preuve des liaisons du candidat péquiste avec les communistes d'Angola. Cette brave dame put tout au mieux nous dire que Vieira avait des sympathies pour les gens de gauche.

Décidément il faudra être « streetwise » dans ce drôle de comté où le portugais Vieira compte surtout sur les francophones, le francophone Chagnon sur les anglophones et l'ukrénobudéo-québécois Blank sur son affinité avec le « downtown ».



photo Paul-Henri Talbot, LA PRESSE
Jacques Chagnon, candidat libéral.



photo Pierre Côté, LA PRESSE
Arlindo Vieira, candidat péquiste.

LE PQ EN DIFFICULTÉS DANS LA RÉGION DE QUÉBEC

Les fonctionnaires se souviennent de 82

■ QUÉBEC — Plus de deux ans après le dur affrontement entre le gouvernement et ses employés, le ressentiment d'un grand nombre d'électeurs de la région de Québec demeure toujours très fort à l'endroit du PQ. Alors que le parti de Pierre Marc Johnson a remonté la pente partout dans les circonscriptions francophones du Québec, il continue de traîner lourdement de la patte ici. Les libéraux y maintiennent une bonne avance, en dépit du fait que neuf des dix circonscriptions urbaines de la région de la capitale étaient péquistes en 1981.

PIERRE VINCENT

Non seulement les fonctionnaires des secteurs public et parapublic y représentent-ils la plus importante couche de l'électorat des dix circonscriptions urbaines de la capitale, mais, en outre, ils constituent toute la trame sociale de la ville. Ici, rares sont les citoyens qui ne comptent pas un parent ou un ami parmi les fonctionnaires. Et, par conséquent, tout ce qui grouille, grenouille et scribouille dans les édifices gouvernementaux finit par avoir des répercussions dans la vie du Tout-Québec.

Or, l'un des grands sujets de conversation dans les cafétérias, dans les corridors et dans les ascenseurs des édifices gouvernementaux, c'est, depuis trois ans et encore aujourd'hui, la fameuse

opération-matraque de 1982. Les coupures salariales d'il y a trois ans apparaissent toujours nettement sur les chèques de paye de la plupart des fonctionnaires. Malgré tous les réajustements de l'après-crise, plusieurs fonctionnaires gagnent moins aujourd'hui qu'en 1982.

« Il y a toujours un esprit de vengeance dans l'air, confie un groupe de professionnels du gouvernement. Comment oublier les décrets du PQ et son reniement de signature? Si les libéraux avaient un autre chef que Bourassa, c'est un véritable raz de marée rouge qui déferlerait sur Québec ».

Jean-Louis Harguindeguy, président du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, croit, lui aussi, que le ressentiment à l'endroit du gouvernement est « aussi fort qu'il y a trois ans. Même si nous n'avons pas d'assurances que les libéraux feront mieux que le PQ et même si plusieurs d'entre nous n'ont pas oublié que Robert Bourassa fit, un jour, emprisonner des chefs syndicaux, j'ai l'impression que la plupart des 16 000 membres que nous représentons dans la région de Québec vont voter contre le PQ. Vous savez, prendre de l'argent dans la poche des gens, ça joue plus que le vague souvenir d'emprisonnement de chefs syndicaux ».

Pas étonnant dans les circons-



Ghislain Théberge

tances que le PLQ affiche une aussi haute assurance. L'organisateur en chef Marc-Yvan Côté se dit persuadé de pouvoir peindre la ville des Nordiques tout en rouge. « Nous sommes beaucoup mieux organisés qu'en 81, fait-il, et nous avons mis au point des méthodes de vérification sur les intentions de vote très raffinées, qui nous permettent de croire que l'affaire est déjà dans la

poche pour sept des dix comtés de la région urbaine de Québec ».

Le vent tourne

Les récents sondages indépendants sur les intentions de vote des électeurs de Québec traduisent toutefois un phénomène nouveau depuis quelques semaines: alors qu'il y a quelques mois, le PLQ dominait nettement de Lévis à Charlesbourg et de La Peltrie à Montmorency, le PQ effectue une lente remontée. Et, surtout, le groupe des indécis a gonflé de façon spectaculaire, atteignant parfois jusqu'à plus de 40 p. cent.

André Arthur, l'animateur radiophonique le plus écouté dans la capitale, répète inlassablement à son émission, depuis ce revirement de situation que tout ça s'explique par la « contre-performance » de Robert Bourassa.

Mais, peut-être se passe-t-il quelque chose de plus fondamental dans l'opinion des fonctionnaires. L'un d'eux, qui a occupé de nombreux postes importants dans la Machine depuis trente ans, mais qui demande à garder l'anonymat, explique ainsi la mentalité du fonctionnaire: « Avant de changer, il va se demander si un changement de parti au pouvoir va le déranger, lui, dans sa vie de tous les jours. Et si oui, il votera pour le statu quo ».

Ghislain Théberge, qui a démissionné de son poste de sous-

ministre adjoint dans le cabinet Biron pour se présenter dans le château-fort libéral de Jean Talon, joue de toutes ses forces sur cette corde sensible. Son message: « Comme fonctionnaire, il m'est arrivé de négocier avec les MacDonald et Vallerand, je sais ce qu'ils pensent des fonctionnaires, eux et les libéraux en général, aussi je suis convaincu que les fonctionnaires vont finir par



Jean-François Bertrand

se dire qu'ils sont mieux avec un gouvernement Johnson qu'avec un gouvernement Bourassa ».

Jean Garon est, lui aussi, persuadé que le vent tournera d'ici au 2 décembre. « J'ai confiance au jugement des fonctionnaires, parce qu'ils sont proches de la machine et qu'ils sont bien placés pour savoir que le gouvernement a fait mieux qu'ailleurs au Canada pendant la crise ».

Jean-François Bertrand, le ministre responsable de la région, rappelle, quant à lui, qu'au pire de l'affrontement « jamais Pierre Marc Johnson n'a été brulé en effigie ». Et si, alors, le gouvernement n'a pas su faire preuve d'élégance vis-à-vis ses employés, se plaît à croire Jean-François Bertrand, c'est principalement à cause de la personnalité de son ex-collègue Yves Bérubé, « un homme brillant mais trop tranchant ».

Pour illustrer l'amélioration de l'état de santé du PQ dans la région, l'organisateur Clermont Côté fait observer que le membership péquiste a doublé depuis la course au leadership. « C'est sûr qu'avec René Lévesque, qui était devenu un bouc émissaire, c'aurait été difficile de passer à travers l'élection dans Québec. Mais on sent, depuis l'été dernier, que le vote anti-PQ s'est peu à peu transformé en indécis, et que tous les espoirs sont maintenant permis ».

Québec 85

JOHNSON CONFIRME L'INVESTISSEMENT DE \$300 MILLIONS D'HYUNDAI À BROMONT

Ottawa et Québec injecteront \$75 millions

Le premier ministre Pierre Marc Johnson a annoncé hier matin, à Montréal, ce que tout le monde savait la veille: le constructeur automobile sud-coréen Hyundai implante son usine canadienne d'assemblage automobile au Québec, plus précisément à Bromont.

YVON LABERGE

Accompagné du président de Hyundai Canada, M. S. H. Park, et de son ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Rodrigue Biron, le premier ministre a confirmé que les investissements prévus totaliseraient \$300 millions.

Les travaux de construction débuteront en septembre prochain. Une fois complétée, au milieu de 1988, l'usine donnera du travail à 1 200 personnes, en plus de générer 1 600 emplois indirects. Sans compter la création de plusieurs centaines d'emplois pendant la phase de la construction.

L'accord entre le gouvernement du Québec et le constructeur sud-coréen a été signé mercredi. L'annonce faite hier ne précise pas les montants des subventions versées par les gouvernements fédéral et québécois à la firme Hyundai.

Les subventions

MM. Johnson et Biron ont simplement déclaré que les deux gouvernements contribueront à parts égales. Ils ont expliqué le peu de précisions en disant que si Québec a donné son accord au mode de subventions, Ottawa ne l'a pas encore fait en raison de l'inter-session dans la capitale fédérale et de la convalescence du ministre responsable, M. Sinclair Stevens.

Ce qu'il a été possible d'apprendre hier sur les subventions des deux niveaux de gouvernement vient de M. Biron qui a affirmé que dans un dossier comme celui-ci, en vertu d'un accord-cadre, les subventions représentent normalement entre 20 à 30 p. cent de l'investissement total.

Ce qui permet d'établir que Québec et Ottawa injectent au total quelque \$75 millions, soit 25 p. cent des \$300 millions du projet annoncé hier. Donc moins de \$40 millions pour chaque niveau de gouvernement.

Le tout reste à confirmer puisque c'est mardi prochain, en Conseil des ministres, qu'Ottawa fera connaître les termes de l'accord. Et c'est, selon Québec, une technicalité puisque jeudi, M. Johnson s'est entretenu au téléphone avec son homologue fédéral, M. Brian Mulroney, depuis la Floride où il est présentement en vacances.

L'annonce faite hier stipule que la multinationale sud-coréenne assemblera au Québec 100 000 voitures par année, soit l'équivalent anticipé de ses ventes canadiennes à court terme.

Stellar et Excel

Les voitures qui y seront assemblées sont la Stellar et la Excel. La Stellar est une voiture dite «de luxe», mais vendue au prix très compétitif de \$10 000 et disponible sur le marché canadien depuis l'automne dernier.



Le premier ministre Pierre Marc Johnson a annoncé officiellement l'implantation de l'usine Hyundai à Bromont. À sa droite, le président de Hyundai Canada, M. S. H. Park.

La Excel est une traction avant non encore disponible sur le marché canadien. Selon le président de la filiale canadienne, M. Park,

elle ne sera présentée aux publics canadien et québécois qu'en début de 1986, dans les plus importants salons de l'auto du pays.

La populaire Pony de Hyundai ne sera donc pas assemblée ici.

«La réalisation de cet investissement par la société Hyundai, a déclaré le premier ministre, a été rendue possible grâce au soutien financier du gouvernement du Québec et du gouvernement fédéral, dans le cadre de l'entente Canada-Québec sur le développement industriel.»

Les deux gouvernements, a-t-il encore dit, appuieront aussi la firme sud-coréenne pour la formation de la main-d'œuvre par le biais des programmes réguliers.

De plus, a encore annoncé le premier ministre, le constructeur automobile sud-coréen bénéficie

ra du programme de stabilisation des tarifs d'électricité d'Hydro-Québec et du programme de rabais temporaire destiné aux entreprises à fortes consommations d'électricité.

Que cette annonce survienne en pleine campagne électorale n'embarasse nullement le premier ministre Johnson.

Au contraire, a-t-il soutenu d'entrée de jeu, «lorsque j'ai annoncé la tenue d'élections générales, j'avais bien souligné que même en campagne électorale le gouvernement devait continuer à s'occuper des affaires de l'État, à faire avancer les dossiers».

Il a toutefois reconnu que c'est peut-être la période électorale qui a empêché la présence d'un représentant du gouvernement fédéral à la conférence d'hier matin. Ce qui a été confirmé à Ottawa.

M. Johnson a rappelé l'importance que revêt la venue de Hyundai au Québec. Cela permet, a-t-il dit en substance, de briser le modèle selon lequel l'industrie automobile s'installe traditionnellement en Ontario.

Pour sa part, le président de Hyundai Canada, M. Park, s'est dit heureux de la conclusion de l'entente. Il a précisé que campagne électorale ou pas, gouvernement souverainiste ou pas, sa réaction et la conclusion de l'entente sont sur une base d'affaires: «Je ne fais pas de politique, je fais des affaires. Je suis un homme d'affaires.»

Les négociations entre Québec et Hyundai ont commencé il y a un an, a rappelé M. Biron, qui a souligné la collaboration d'Ottawa dans ce dossier. C'est Sinclair Stevens qui, a dit M. Biron, a le premier convaincu les Sud-Coréens de s'implanter au pays et de le faire ici, au Québec.

Le seul autre constructeur établi au Québec est General Motors, et cela avait été annoncé il y a exactement 20 ans.

Bourassa: « Il faut maintenant essayer d'avoir Toyota »

SEPT-ÎLES — Hyundai au pas, les libéraux ont profité de la journée d'hier, un 15 novembre, pour célébrer à leur façon le 9^e anniversaire de l'arrivée au pouvoir du gouvernement du Parti québécois. Ils ont distribué un macaron « Je me souviens » et ont laissé leur chef, Robert Bourassa, dresser un bilan plus noir que jamais de la dernière décennie.

MARIO ROY

En outre, en fin de soirée, au cours d'une des assemblées les plus étranges de la campagne, M. Bourassa est allé appuyer, dans Duplessis, le candidat André Maltais. Celui-ci a ouvert son allocution en lançant: « Je fais attention parce qu'il y a des caméras ici, et je me méfie des factures qui arrivent après coup!... »

Toujours à Sept-Îles, Robert Bourassa n'a rien ajouté au « débat sur le débat », manifestant tout juste un certain étonnement après avoir appris la nature de l'offre du Parti québécois à l'effet d'acheter du temps d'antenne qui serait réservé aux chefs des deux principaux partis.

Mais d'abord, au sujet de l'annonce de l'implantation d'une usine Hyundai à Bromont, M. Bourassa a été concis: cette annonce est intéressante, bien sûr, mais normale.

« Je ne veux pas enlever le mérite revenant aux gouvernements provincial et fédéral, mais il est logique qu'une compagnie qui vend 40 p. cent de ses voitures au Québec vienne s'installer ici, » a-t-il déclaré.

Reste à voir dans quelles conditions cela s'est fait, d'ajouter le chef libéral, selon qui « il faut maintenant essayer d'avoir Toyota... J'ai été abasourdi d'entendre Pierre Marc Johnson et Rodrigue Biron affirmer, il y a quelques semaines, que nous avions très peu de chances d'obtenir cet investissement. C'est notre chance d'obtenir un équilibre au Canada dans l'industrie de l'auto.

Quoi qu'il en soit, l'intelligencia du Parti libéral du Québec n'allait pas oublier une telle date qui,



Le chef libéral, Robert Bourassa, a une fois de plus pourfendu l'ennemi péquiste hier, à Sainte-Foy. Pendant ce temps, on distribuait dans la salle les fameux macarons portant le sigle du PQ, en noir, barré du « Je me souviens ». (Photo M. P. C.)

pourtant, aurait tout pour leur rappeler une cuisante défaite.

Et devant une trépidante assemblée partisane, à Sainte-Foy, M. Bourassa a fustigé « ces dragons de vertu de 1976 qui se sont transformés en assoiffés de l'assiette au beurre, » sous la gouverne d'un « petit politicien déguisé en don juan... »

Pendant que le chef libéral, particulièrement en verve, pourfendait ainsi l'ennemi, on distribuait dans la salle les fameux macarons portant le sigle du PQ, en noir, barré du « Je me souviens » avec autour du Q majuscule, pour compléter la phrase « des neuf ans du PQ et de Johnson », le nom du premier ministre étant inscrit en caractères gras.

À Sainte-Foy, entouré de ses

candidats de la région de la capitale, Robert Bourassa se tenait debout sous une réplique considérablement agrandie de ce macaron. Sur le mur également, neuf affiches plus petites énumérant les nouvelles taxes commises par le PQ à chacun des discours sur le budget depuis le 15 novembre 1976.

C'était devant une salle de 350 personnes « réchauffées » par le député de Charlesbourg et organisateur libéral, Marc-Yvan Côté, selon qui des sondages internes donnent 15 points d'avance au PLQ dans la région de Québec.

Ainsi, Robert Bourassa a pu exploiter à loisir les différents points du sombre bilan qu'il attribue au gouvernement du Parti québécois.

PROJETS INDUSTRIELS CONJOINTS

Un député conservateur se plaint des « menaces » de candidats du PLQ

OTTAWA — Les candidats libéraux n'aiment pas beaucoup voir Ottawa participer au lancement de projets industriels avec le Québec durant les élections.

MAURICE JANNARD de notre bureau d'Ottawa

Si peu en fait, que le député conservateur de Verdun-Saint-Paul, Gilbert Chartrand, affirme avoir reçu des menaces si le fédéral accordait d'autres subventions industrielles à Québec, comme dans le cas de Hyundai par exemple.

« Les libéraux du Québec font

d'énormes pressions », a déclaré M. Chartrand à LA PRESSE.

« Ils menacent de travailler à nous battre lors de nos prochaines élections, si on se montre trop proche du gouvernement péquiste ».

Le jeune député vise surtout les cinq candidats libéraux de l'ouest de Montréal, ceux qu'il appelle « la bande qui se pense ministrable ».

Il pointe précisément le député de Marguerite-Bourgeois, Gilles Fortin et le candidat Pierre MacDonald, ex-vice-président de la Banque de Montréal.

Les propos du député de Verdun trahissent l'animosité qui

existe sur le terrain entre les élus conservateurs fédéraux et le Parti libéral de Robert Bourassa.

Plus tôt cette semaine, le député conservateur fédéral de Kamouraska-Rivière-du-Loup, André Plourde, a donné une conférence de presse pour dénoncer certaines déclarations du candidat du PLQ, Albert Côté, pendant la campagne électorale.

Si les troupes libérales devaient emporter le 2 décembre, on peut d'ores et déjà envisager que l'on assistera de nouveau à de grandes tensions entre Ottawa et Québec, comme à l'ère Trudeau-Lévesque.

ÉLECTOGRAMMES

Doubler le nombre de touristes

Le Parti libéral s'est engagé hier à doubler le nombre de touristes au Québec au cours des 10 prochaines années, avec les ressources qu'il possède actuellement mais en utilisant au maximum les ententes fédérales-provinciales. Les engagements électoraux du PLQ en matière de tourisme redonneront au tourisme la place qu'il occupe dans notre économie, a déclaré hier le candidat libéral dans Saint-Jean, Pierre Lorrain, accompagné des députés de Charlesbourg et de Viger, Marc-Yvan Côté et Cosmo Maciocia.

Le PLQ a l'intention de créer cinq véritables pôles de développement touristique qui mettront en évidence « une image internationalement vendable de zones qui représentent une force d'attraction touristique et qui offrent des perspectives d'envergure ». Ces zones seront la Gaspésie, Charlevoix, Magog-Orford, les Laurentides et l'Outaouais. Deux types de moyens d'action sont prévus: les intervenants régionaux, qui seront les acteurs de premier plan du système et le secteur privé, à qui seront confiés la plupart des interventions commerciales.

La conclusion des libéraux était prévisible: si le tourisme s'est « détérioré » au Québec depuis neuf ans, c'est à cause des tergiversations du gouvernement formé par le Parti québécois...

Pierre Marc... Bourassa dans « Croc »

Dans son édition hebdomadaire spéciale pour la campagne électorale, le magazine humoristique « Croc » publiait hier un montage photographique qui veut signifier que MM. Johnson et Bourassa sont « du pareil au même », à moins que ce ne soit le contraire... Ce numéro s'inspire aussi des différents sondages d'opinion qui révèlent les uns après les autres que les électeurs québécois préfèrent M. Johnson à M. Bourassa comme futur premier ministre mais qu'ils voteraient quand même majoritairement pour les candidats libéraux. Le paradoxe est illustré à son comble par ce numéro d'humour...



Refus inacceptable...

La Table de concertation des personnes handicapées du Québec juge inacceptable le refus signifié par MM. Johnson et Bourassa à leur demande de rencontre publique. La Table réitéra sa demande et attend, avant le 22 novembre, la réponse des chefs de parti aux 26 questions qu'elle posait aux chefs en conférence de presse cette semaine.

Sondage sur la Rive-Sud

Les électeurs de la Rive-Sud métropolitaine auraient majoritairement voté pour le Parti québécois si des élections avaient eu lieu fin octobre. Selon un sondage SEROM réalisé pour les Hebdo de la Rive-Sud, le Parti québécois aurait récolté 39,1 p. cent des intentions de vote, contre 17,8 p. cent aux libéraux et 5,2 p. cent aux autres partis. La proportion d'indécis est toutefois importante, à 38 p. cent. Pour ce qui est de la popularité personnelle des chefs, Pierre Marc Johnson est considéré le plus apte à défendre les intérêts du Québec. Il obtient 46,5 p. cent des votes contre 19,6 pour Robert Bourassa. Le taux d'indécis sur cette question est de 31 p. cent.

Désaccord sur les pêches

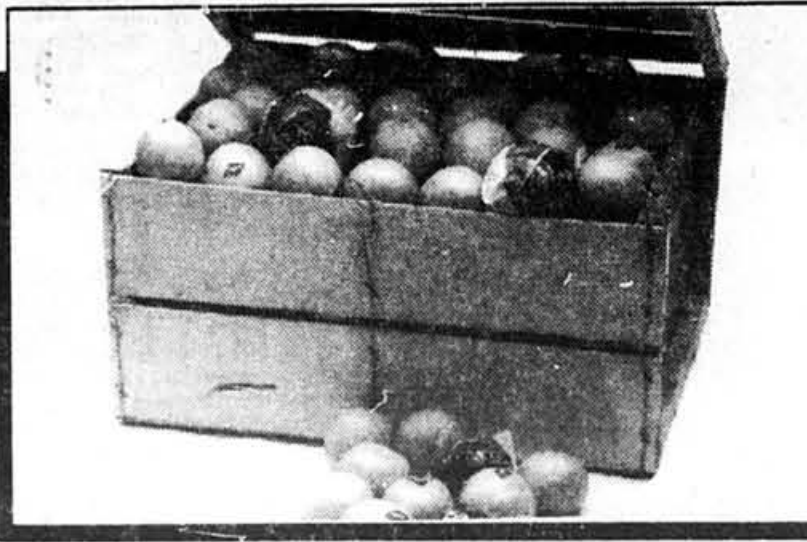
Le candidat libéral dans Gaspé, André Beaudin, rejette les arguments du Parti québécois contre la création d'un ministère autonome des pêches. M. Beaudin a déclaré hier qu'il considérerait qu'un tel ministère stimulerait l'industrie de la pêche au Québec. Selon lui, le ministère actuel de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation n'a pas réussi à relancer l'industrie des pêches, contrairement à ce qu'affirme son adversaire péquiste, le député ministre Henri LeMay.



STEINBERG

LE VRAI

CHEF DE FILE DES BAS PRIX!



**CLÉMEN-
TINES
PRODUIT
DU MAROC**

**79¢ /lb
174 /kg**



**SOUPE
PRÊTES-A-
SERVIR
HEINZ
AU CHOIX
BTE DE 227 mL**

**4/
1.00**

**PRIX
SUPER
CARNAVAL
43¢
PIECE**



**PRÉPARATION DE
FROMAGE FONDU
KRAFT
SINGLES - ORDINAIRE
PQT DE 500 g - 16 TRANCHES
ORD. ou 24 TRANCHES
MINCES ou LÉGER
24 TRANCHES - PQT DE 500 g**

2.69

**PRIX
SUPER
CARNAVAL
3.18
NON DISPONIBLE**



**JUS CONCEN-
TRÉS SURGELÉS
OLD SOUTH
ORANGE - ORDINAIRE
ou SANS PULPE ou
PAMPLEMOUSSE
BTE DE 355 mL**

99¢

**PRIX
SUPER
CARNAVAL
1.67
ORANGE
1.39
PAMPLEMOUSSE**



**MARGARINE
DURE
BLUE BONNET
PQT DE 1,36 kg**

2.59

**PRIX
SUPER
CARNAVAL
3.39**



**CRAQUELINS
RITZ
CHRISTIE
ORDINAIRES
BTE DE 250 g**

1.09

**PRIX
SUPER
CARNAVAL
1.43**

Ces prix Steinberg ont été comparés aux prix du Super Carnaval de St-Léonard (6675 Jean-Talon) du 14 novembre.

STEINBERG VOTRE SUPERMARCHÉ DE CHOIX

Les articles annoncés dans ces pages sont en vente aux supermarchés situés dans la ville principale de diffusion de ce journal et sa proche banlieue. Les conditions climatiques peuvent influencer la quantité et la qualité de nos approvisionnements en fruits et légumes. Cependant nous tenons à vous garantir en tout temps le meilleur choix disponible sur le marché. Pas de garantie de prix sur certains articles non alimentaires. Il se peut également que certaines illustrations soient prises à titre indicatif seulement et ne correspondent pas exactement à l'article annoncé. Pas de vente aux marchands. Nous nous réservons le droit de limiter les quantités. Le texte prévaut en tout temps. Si un supermarché est à court d'un produit annoncé, veuillez demander un bon de garantie au comptoir d'information.

Prix en vigueur du lundi 18 novembre au samedi 23 novembre 1985 inclusivement.

L'ultimatum des pharmaciens n'émeut pas Guy Chevrette

■ L'ultimatum des pharmaciens propriétaires ne lui laisse que quelques jours pour régler leur problème d'honoraires, mais le ministre Guy Chevrette

d'appliquer à ces professionnels de la santé les mêmes taux d'augmentation déjà consentis aux médecins, soit respectivement 4,4 et 3,5 p. cent pour les années 1985 et 1986.

tres provinces avec les honoraires moyens payés aux pharmaciens québécois, ou encore les taux en vigueur en 1985 dans les autres provinces avec ceux du Québec... en 1983.

HUGUETTE ROBERGE

veut rassurer le public en rappelant que, pour exécuter leur menace de désengagement, les pharmaciens doivent donner à la Régie de l'assurance-maladie un avis écrit de 30 jours. «Avis que la RAMQ peut du reste refuser», dit-il.

M. Chevrette admet que les offres du gouvernement ne placent pas les pharmaciens québécois sur un pied d'égalité avec leurs collègues des autres provinces canadiennes. «Mais nos médecins aussi, dit-il, sont en déficit à ce chapitre».

Les demandes des pharmaciens totalisent \$44 millions (jusqu'en 1986), alors que, selon M. Chevrette, le gouvernement se montre prêt à consentir environ la moitié de cette somme.

Les honoraires qui constituent l'enjeu de cette difficile négociation sont ceux attribués aux pharmaciens pour remplir les ordonnances médicales des personnes bénéficiaires du programme d'assurance-médicaments de la RAMQ, soit les personnes âgées de plus de 65 ans et les assistés sociaux.

Sans promettre de faire un pas de plus dans la direction des pharmaciens propriétaires, le ministre de la Santé et des Services sociaux réitère son intention

D'autre part, le ministre déplore que l'Association des pharmaciens propriétaires ait «biaisé» la comparaison, en mettant en balance les honoraires maximum payés aux pharmaciens des au-

UNIQUE À MONTRÉAL

RABAIS JUSQU'À 80%

CHEZ **COPIE EXPRESS**

**LES PLUS BELLES
PHOTOCOPIES AU MONDE
À UNE FRACTION DU PRIX RÉGULIER**

PHOTOCOPIES NOIR ET BLANC AVEC XEROX 9900® ou XEROX 9500®

POUR **5¢**

LA COPIE OU MOINS!
(Format 8½ x 11 — Recto seulement — Papier bond ultra blanc
— Alimentation automatique des originaux
— Achat minimum de 5 dollars)

PHOTOCOPIES COULEUR AVEC CANON COLOR T®

8½ x 11 POUR \$1.25 LA COPIE

11 x 17 POUR \$2.25 LA COPIE

La formidable XEROX 9500® produit des photocopies en noir et blanc d'une qualité rivalisant avec les meilleures impressions en offset avec des plaques de métal!

Le nouveau XEROX 9900® est le copieur/duplicateur le plus avancé et aussi le plus dispendieux sur le marché. Son prix est d'environ trois fois le prix d'une maison moyenne à Montréal.

Le superbe CANON COLOR T® est sans aucun doute la meilleure machine pour photocopies en couleur présentement disponible au Canada. Ses belles photocopies en pleine couleur vivante surprennent même nos clients les plus exigeants.

XEROX 9500 et XEROX 9900 sont les marques de commerce de Xerox Canada Inc. CANON COLOR T est la marque de commerce de CANON INC.

IMPRIMERIE — REPROGRAPHIE

COPIE EXPRESS

945, DE MAISONNEUVE EST
(Métro Berri-de Montigny)
2116, RUE BLEURY
(Métro Place des Arts)

526-0057
288-0288

**On reconnaît
l'excellence
de CKAC**

Le Ruban d'Or de l'Association Canadienne des Radiodiffuseurs, l'un des honneurs les plus convoités du monde de l'information au Canada. Cette année, pour la première fois, l'Association a remis ce prestigieux trophée (catégorie bulletins de nouvelles), à une station francophone, CKAC/73, reconnaissant ainsi l'excellence de ses bulletins d'information.

RUBAN D'OR POUR BULLETINS DE NOUVELLES RADIO 1985 CKAC MONTRÉAL L'ASSOCIATION CANADIENNE DES RADIODIFFUSEURS

— CKAC/73, plus que jamais le numéro 1 de l'information!

MIRACLE MART est toujours paralysée par une grève... Mais qu'à cela ne tienne!

En vedette...

Des jouets • Des jouets • Des jouets •

Pour tous les âges • pour tous les goûts!

Achetez tôt pour un meilleur choix!

RABAIS SPECTACULAIRES!

**ARRIVAGES DE NOUVELLE MARCHANDISE
TOUS LES JOURS!**

En voici la preuve...

Vêtements pour dames

- Pantalons **\$10**
- Blouses **\$8**
- Chandails **\$8**
- Robes **\$10**
- Vestes sport **\$15**

Accessoires pour dames

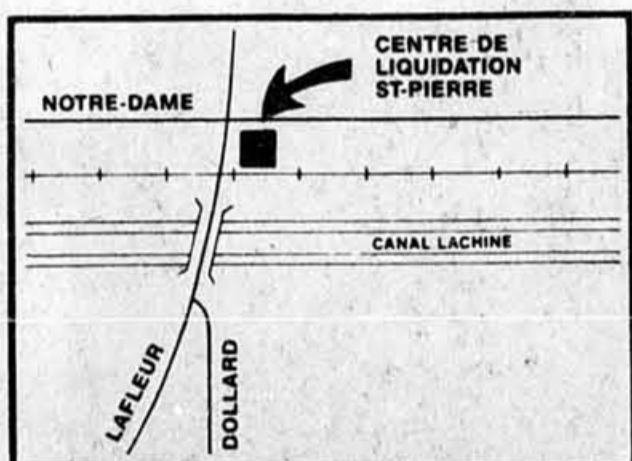
- Ensembles bonnet et écharpe **7.99**
- Sacs à main Cabrelli **4.99**
- Culottes Hanna en nylon Antron III* **1.99**
- Culottes Hanna en coton **99¢**
- Combinaisons-jupons Hanna **5.99**

Vêtements pour hommes

- Chandails **9.99**
- Complets (Oleg Cassini) **\$70**
- Vestons sport **\$50**
- Pantalons **9.99**

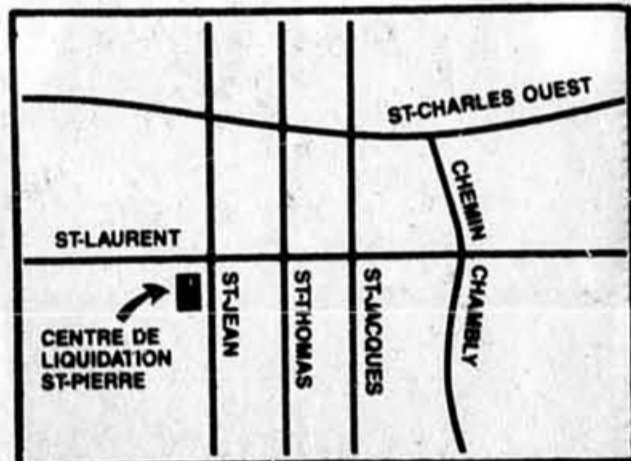
Centre de Liquidation St-Pierre

300 ouest, rue Notre Dame
Ville St-Pierre



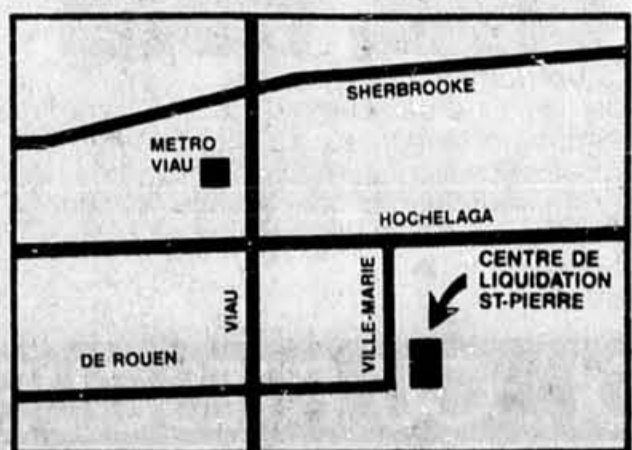
Centre de Liquidation St-Pierre

450, rue St. Jean
Longueuil (Près de St-Laurent)



Centre de Liquidation St-Pierre

2355, avenue Ville-Marie
(Hochelaga, à l'est de Viau)



Centre de Liquidation St-Pierre

Place Bonaventure
Centre-ville

OUVERTURE BIENTÔT
Détails à suivre...



Heures d'ouvertures: Lun.-Mer. 9h-18h Jeu.-Ven. 9h-21h Sam. 9h-17h Dim. 11h-17h

Les jeunes ont-ils leur place dans les syndicats ?

■ La CSN reçoit. Elle reçoit au cours du week-end des jeunes syndiqués (17 à 30 ans). L'idée est de « déterminer le taux d'enracinement syndical, de définir la place de chacun et son rôle dans le mouvement », mais surtout de cerner les besoins en vue de la préparation d'une « plateforme de revendications des jeunes » pour le congrès de juin prochain.

FRANÇOIS FOREST

La CSN a-t-elle besoin de nouvelles recrues ? Monique Simard, vice-présidente de la centrale syndicale, a ouvert le débat en invitant tous ces jeunes syndiqués à s'exprimer ouvertement, à poser toutes les questions, à réfléchir sur chaque impact, sans tenir compte du code (qui n'existe pas pour ce colloque) ou de la « procédure » de la CSN.

La CSN craint-elle d'être remise en question par ces jeunes qui ont de la difficulté à accéder aux postes exécutifs syndicaux, qui se disent non-militants parce qu'incapables de percer des exécutifs en

place depuis des années ? « C'est une partie du problème, ajoute Monique Simard. Mais les idées vont sortir et ça risque de bien préparer le colloque de juin. »

La CSN est en manque : démobilité, difficulté à recruter, maraudage, vieillissement de sa clientèle de travailleurs, manque de nouveaux défis clairement exprimés par les jeunes populations. L'enjeu du colloque, selon un jeune syndiqué de Trois-Rivières, est là : « Je veux bien payer mes prestations, ma carte de membre, mais je veux connaître l'objectif et ce qu'il en retourne. Je veux donc savoir ce que la CSN se propose de faire et pas après-demain. »

Les 17-30 ans à la CSN composent présentement 20 p. cent des syndiqués de la centrale (hôtellerie, commerces de services). Hier et aujourd'hui, les syndiqués (150 participants provenant de 18 régions du Québec) s'interrogeront sur le travail à temps partiel, la dualité du marché du travail, l'indifférence des gouvernements militaristes en matière de création d'emplois, etc.

EN BRIEF

Suspect accusé de meurtre

■ Albert Bastien, 26 ans, a été accusé, hier à Hull, du meurtre au deuxième degré de son amie, Johanne Duchesne, tuée la veille au soir de plusieurs coups de hache, à l'extérieur du chalet que le couple partageait sur le chemin des Sables, à Val-des-Monts. L'enquête préliminaire a été fixée à vendredi prochain. Entre-temps, l'accusé subira des examens psychiatriques. Son amie et lui se seraient querellés à l'intérieur de la maison peu de temps avant que ne survienne le drame. Mlle Bastien serait sortie du chalet en vitesse, poursuivie par son ami qui lui aurait asséné des coups de hache à la nuque. L'homme se serait par la suite réfugié chez un voisin, où la police devait le capturer.

Mini-carambolages

■ Deux mini-carambolages sont survenus à quelques minutes d'intervalle, tôt hier matin, à Montréal. Vers 7h, un accident impliquant huit véhicules a fait un blessé, sur la Route 40, à la hauteur de Ray Lawson, dans l'est de la ville. Les automobilistes impliqués ont dû attendre de longues minutes avant d'être secourus : c'était le changement de quart, à la Sûreté du Québec. Quelques minutes plus tard, sur la 40 toujours, à la hauteur de la Route 25, autre carambolage impliquant sept voitures cette fois. Personne n'a été blessé. Par ailleurs, un camionneur a été grièvement blessé, vers 9h, lorsque son poids lourd a fait une embardée sur la Route 13, à la hauteur de la rue Samson. Le conducteur, dont on ignore l'identité, est resté prisonnier de sa cabine.

Militaire décédé

■ Un militaire de Trois-Rivières, Gilles Beaudoin, 37 ans, a succombé dans un hôpital de cette ville des suites des blessures subies lorsque son véhicule avait happé un orignal, le 27 octobre dernier, sur l'Autoroute 40. Trois autres occupants du véhicule s'en étaient tirés indemnes. M. Beaudoin était cantonné à la base de Valcartier, près de Québec.

RESTEZ EN BONNE CONDITION

Bains Turcs Colonial

Uniques à Montréal. Système de chaleur de cailloux naturels. Établi depuis 1914.

BAINS TOURBILLONS OUVERTS TOUS LES JOURS
Journée pour dames, mardi de 13 h à 21 h
3963, Coloniale • Stationnement gratuit

285-0132



CHEMISES DE VILLE DE QUALITÉ FORSYTH

à prix spécial pour Noël



17.99
CH.

Un cadeau sûr de plaire... à un homme choyé

Vous ne sauriez vous passer de ces superbes chemises, surtout à un prix aussi abordable! 65% polyester/35% mélange de coton, lavables et séchables à la machine. Leur confection soignée dans les moindres détails vous plaira à coup sûr. Coupe droite ordinaire avec col fuselé, couleurs unies, ton sur ton ou motif fantaisie. 14½ à 17 dans le lot. Toute une idée de cadeau pour Noël!

Chemises de ville pour hommes, rayon 330

DEMANDEZ-NOUS N'IMPORTE QUOI... OU PRESQUE, À LA BAIE!

la Baie



LA SURVEILLANCE DES BONNES OEUVRES

Un organisme nuisible aux organisations charitables

■ TORONTO (PC) — Le président du United Way de Toronto soutient que l'organisme mis sur pied par le Conseil canadien des bureaux d'éthique commerciale (Better Business Bureau) pour surveiller les oeuvres de charité cause un préjudice aux associations charitables parfaitement honnêtes et légitimes.

Selon M. Gordon Cressy, l'annonce de la création de cet organisme, au début du mois, juste au moment où le United Way terminait sa campagne annuelle de

souscription, n. pouvait pas survenir à un pire moment.

« Après que les médias eurent annoncé cette initiative du Conseil, a dit M. Cressy, l'accueil réservé à nos sollicitateurs s'est subitement refroidi. Des personnes inquiètes nous ont téléphoné pour nous dire qu'elles retenaient leurs dons et des bénévoles ont décidé cette année de nous priver de leurs services. »

Selon le président du United Way, les associations charitables

reçoivent chaque année une part toujours de plus en plus faible du produit intérieur brut et l'immense majorité d'entre elles sont « bien dirigées, bien administrées, bien organisées et efficaces ».

Bien qu'il puisse y avoir des exceptions, « il est injuste de mettre toutes les associations charitables dans le même panier », a dit M. Cressy, au cours de la conférence de presse convoquée en vue précisément de rassurer le public.

Le président du Conseil canadien des bureaux d'éthique commerciale, M. Paul Tuz, a expliqué, par ailleurs, que la régie en question avait été créée parce que, de l'avis du Conseil, Revenu Canada n'exerce pas un contrôle suffisant sur les quelque 50 000 associations canadiennes de charité qui détiennent un permis.

Certaines, selon lui, consacrent à l'administration jusqu'à 40 p. cent des sommes qu'elles reçoivent.

Portes ouvertes à Sainte-Justine

■ À l'occasion du réaménagement de plusieurs de ses services, l'hôpital Sainte-Justine de Montréal ouvrira toutes grandes ses portes au public, demain, de 13h à 17h. Plusieurs types de visites guidées ont été planifiées dans les pouponnières, chambre de naissance, salle d'accouchement. On a même prévu un itinéraire de visite conçu spécialement à l'intention des enfants. Lors d'une opération semblable, en 1982, près de 3 000 personnes avaient envahi l'hôpital.

Chez Morguard nous tenons vos intérêts à coeur

AUTRES TERMES ET TAUX DISPONIBLES SUR DEMANDE

9%

DÉPÔTS À TERME

intérêt annuel pour une durée d'un an

10^{1/4}%

DÉPÔTS À TERME

intérêt annuel pour une durée de 3 ans

Appelrez: Service aux investisseurs
(514) 866-1071
Ou votre courtier en placement

Compagnie de Placements Hypothécaires
Morguard
du Canada
Agent - Obligations d'épargne du Canada
5, Place Ville Marie, Suite 1234
Montréal, Québec H3B 2G2



Taux sujets à changements.
Membre de la Société d'Assurance Dépôts du Canada et inscrite à la Régie d'Assurance Dépôts du Québec.

Notre plus grande vente aux plus bas prix de la saison

Le Jour de la Baie



La Boutique 317 de la Baie vous propose Sasson et Panchetti, ça vous plaira à coup sûr!

19.99 CH.

Chemises Sasson à prix populaire
C'est le temps de faire provision de chemises sport pour vous ou pour offrir à Noël. Ces superbes chemises à manches longues sont en polyester et coton. Cols italiens avec ou sans boutons. Coupe régulière. Motifs écossais ou rayures aux couleurs variées. P.M.G. Le choix des modèles varie selon les magasins.

30% DE RABAIS

Pantalons de ville Panchetti en flanelle pure laine
Coupe ample à la mode, avec pli sur le devant. Couleurs de saison au choix: noir, gris, marine, taupe ou autres. Tailles paires 28 à 36. La Baie, ord. 50.00 **34.99 ch.**

Cravates en cuir de tons unis
2.5 cm (1") de large. Couleurs assorties à vos tenues d'automne dont marine, noir, rouge **9.99 ch.**

Ceintures en cuir, modèle classique
Noir, marine, havane ou bourgogne. Tailles 28-36. **11.99 ch.**

Achats en magasin seulement. Boutique 317. En vigueur jusqu'au 23 novembre.



TOUS LES ARTICLES ANNONCÉS SONT OFFERTS À DES PRIX IMBATTABLES: GARANTI!



• Centre-ville Montréal, lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h
• Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

• Centre-ville Montréal 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 631-6741 • Centre Rockland 739-5521
• Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

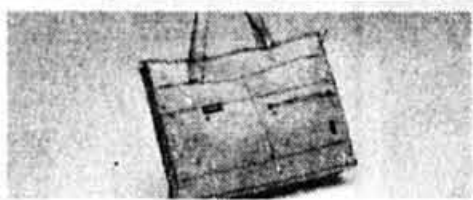


À LA BAIE, VOUS TROUVEREZ DES CADEAUX POUR LE PREMIER NOËL DE BÉBÉ À PARTIR DE 2.99 CH.

CADEAUX À MOINS DE 10.00 CH.



7.99 l'ens.
Layette 3 pièces
Comprenant chandail, bonnet et chaussons.



5.99 ch.
Sac à couches doublé en vinyle
Extérieur en vinyle ou en toile matelassée, au choix.



6.00 la paire
Chaussons pour nouveau-nés
Boîte-cadeau.



2.99 ch.
Joli bavoir en tissu-éponge pour Noël
Blanc/rouge à motifs variés.



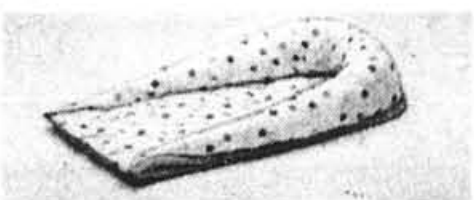
5.99 ch.
Bavoir en tissu-éponge ou en velours
En velours avec sifflet ou en tissu-éponge avec anneau de dentition.



9.99 ch.
Pyjama en tissu-éponge pour Noël
Garni de pressions devant et aux jambes. 0 à 9, 9 à 18, 18 à 24 mois. Boîte-cadeau. La Baie, ord. 12.00



9.99 ch.
Ens. haut/salopette pour nouveau-nés
Haut en polyester/coton, salopette en velours côtelé de coton.



9.99 ch.
Repose-tête pour bébés
Choix de jolis motifs.



9.99 ch.
Souris en peluche
Une autre charmante idée de cadeau pour Noël.



9.99 ch.
Hochets ours en peluche pour Noël
Ne sont-ils pas mignons?

CADEAUX À MOINS DE 20.00 CH.



14.99 l'ens.
Ensemble-cadeau 8 pièces pour bébé
Avec serviette à capuchon, linge, 2 bavoirs et 4 débarbouillettes.



11.99 à 14.99 ch.
25% de rabais sur les vêtements en velours pour nouveau-nés
Faites votre choix parmi notre assortiment. Polyester/coton. 0 à 6 mois. La Baie, ord. 16.00 à 20.00.



13.99 l'ens.
Ens. 2 pièces en molleton pour nouveau-nés
Chaud, 100% acrylique, avec applique sur le devant. Rose, bleu, blanc, jaune. 0 à 3, 3 à 6 mois.

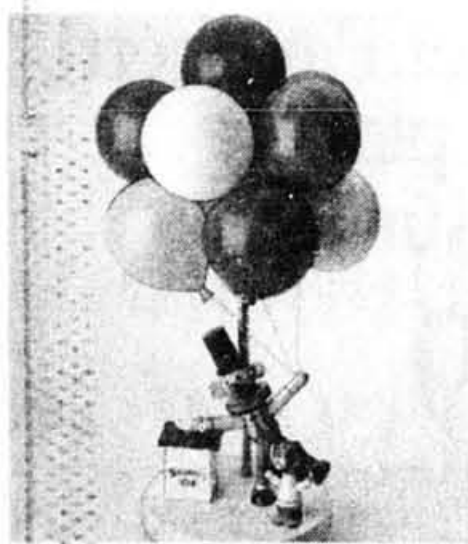


16.99 l'ens.
Ensembles en velours pour bébés
Ens. fantaisie pour garçons et filles. 80% polyester/20% coton. 12-18-24 mois.

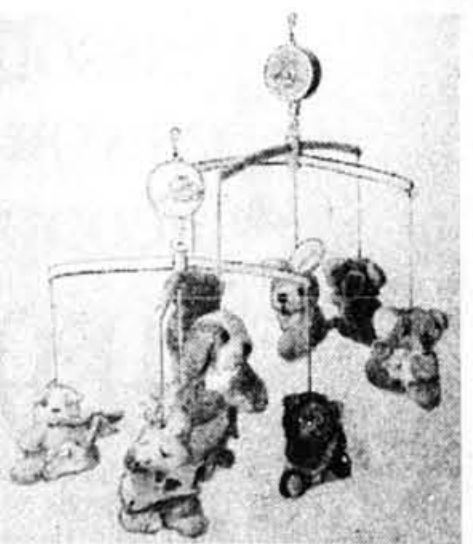


19.99 l'ens.
Ensembles de jogging en velours Little Rascals
Avec appliqué, pour garçons et filles. Choix de couleurs. 2-3-3X.

CADEAUX UTILES



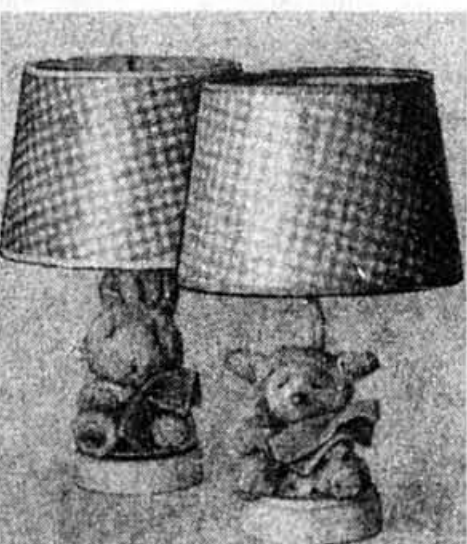
44.99 ch.
9.00 de rabais sur la lampe 'le vendeur de ballons'
À ce prix, offrez-la en cadeau pour Noël. La Baie, ord. 54.00



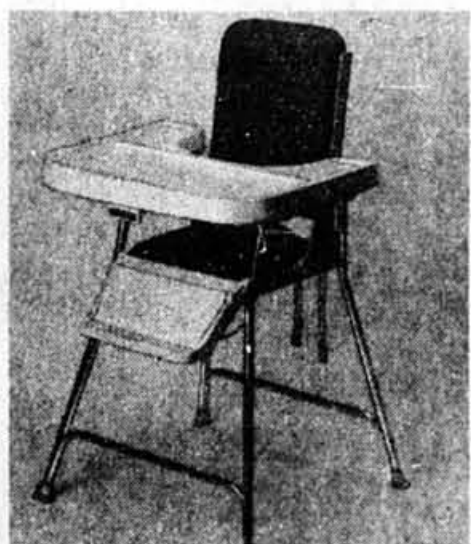
24.99 ch.
5.00 de rabais sur les mobiles musicaux.
Deux modèles au choix. La Baie, ord. 30.00.



34.99 ch.
10.00 de rabais sur porte-bébé Snugly
De Hasbro. Ens. 2 pièces. Sac à couches en velours côtelé Avec alaise. La Baie, ord. 34.00, 26.99 ch.

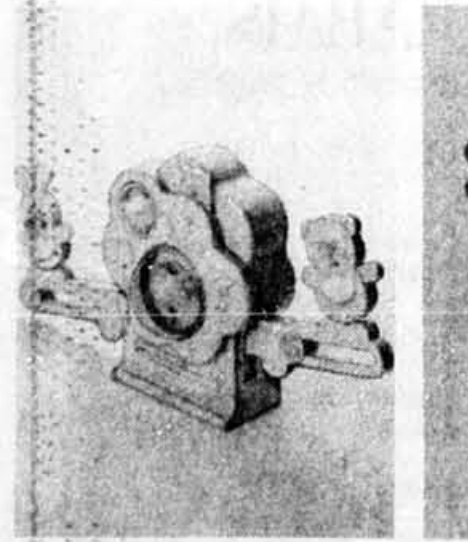


19.99 ch.
6.00 de rabais sur: les lampes
Modèle agneta ou lapereau, au choix. La Baie, ord. 26.00

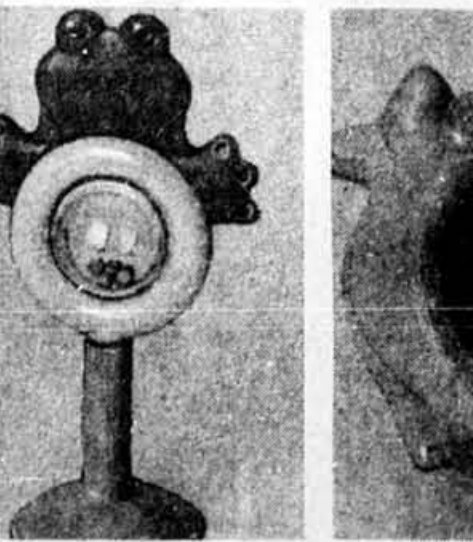


90.00 ch.
Chaise haute Fisher-Price
Modèle de qualité avec grand plateau, siège en vinyle amovible.

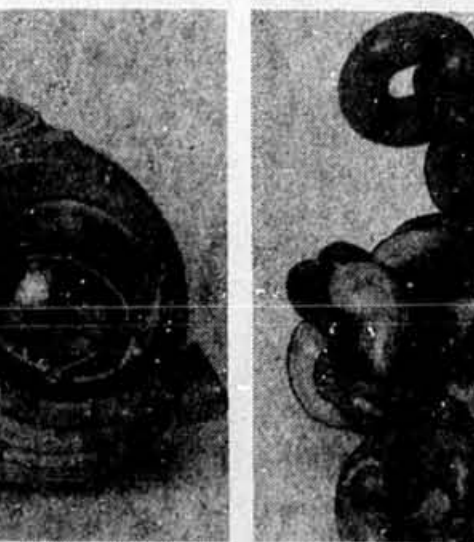
JOUETS POUR BÉBÉ



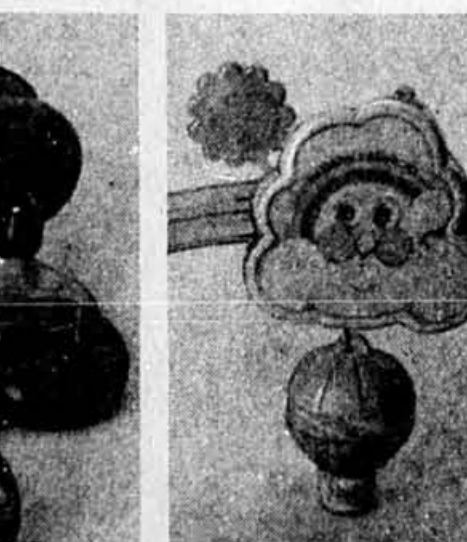
26.99 ch.
Bébé adorera s'endormir et se réveiller en musique avec Tony
Se fixe ou non au lit. Fonctionne avec 2 piles 'C' (non comprises).



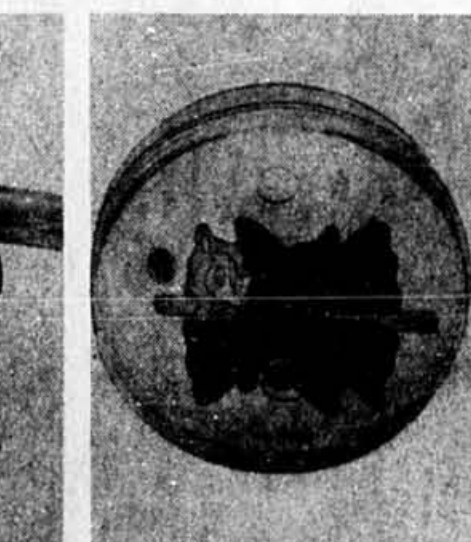
5.99 ch.
Hochet à ventouse
de Hasbro. Un pratique jouet qui aide bébé à faire ses dents. Adhère aux surfaces lisses. 6 à 24 mois.



5.99 l'ens.
Sous-marin bulle pour la baignoire
De Hasbro. Ens. 2 pièces. Pièces lisses et sans danger. 6 à 36 mois.



4.99 l'ens.
Jeu d'anneaux de Hasbro
Assemblez-les, comptez-les, en 5 couleurs vives. Sans danger pour les enfants qui percent leurs dents. 6 à 36 mois.



24.99 ch.
Mobile arc-en-ciel Lullaby
Se fixe de chaque côté du lit. De la naissance à 9 mois.

8.99 ch.
Baïe flottante Hasbro
Pour s'amuser dans le bain. Papillons aux couleurs vives.

Vêtements et articles pour bébés, rayons 400; et jouets, rayon 762. En vigueur jusqu'au 23 novembre.

DEMANDEZ-NOUS N'IMPORTE QUOI... OU PRESQUE, À LA BAIE!



• Centre-ville Montréal, lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h
• Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

• Centre-ville Montréal 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 631-6741
• Centre Rockland 739-5521 • Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470
• Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

